



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THOREL Jean-Yves

1 La Ville Tanguy
56220 Caden

Références : XB/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement THOREL Jean-Yves implanté au lieu-dit de Kermeux à Malansac (56220). L'inspection a été annoncée le 09/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce site ne dispose plus de garanties financières et fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 11/03/2019, visant à les constituer, resté sans réponse à ce jour.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOREL Jean-Yves
- KERMEUX 56220 Malansac
- Code AIOT : 0005503126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière extractive autorisée par arrêté préfectoral du 16 mai 2005 pour une production annuelle moyenne de 10 000T.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêt de l'installation	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L.512-19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Notification de cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Limitation d'accès	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-75-1 IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de Kermeux n'est plus exploitée depuis 7 ans environ.

La zone de fouille n'a fait l'objet d'aucun remblayage par apport de matériaux extérieurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/10/2023, article L.512-19
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêt définitif
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif.
Constats : La visite du site et les échanges avec l'exploitant ont permis de constater que la carrière de Kermeux n'est plus exploitée depuis 7 ans environ. La zone de fouille n'a fait l'objet d'aucun remblayage par apport de matériaux extérieurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra procéder à la mise à l'arrêt définitif de la carrière de Kermeux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Notification
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : L'exploitant n'a pas notifié au préfet l'arrêt de l'extraction, ni débuté les opérations de remise de remise en état définies au dossier et à l'article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière du 11 mai 2005.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra procéder à la notification de la mise à l'arrêt définitive en application de l'article R512-39-1 A toutes fins utiles, un exemple de courrier sera transmis par mail en parallèle de ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-75-1 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de mise en sécurité
Prescription contrôlée : La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

Constats :

L'inspection a permis de constater l'absence de produit dangereux ou stockage de déchets sur site.

L'inspection a permis de constater l'absence d'équipement de traitement et/ou de concassage. Le risque d'incendie est donc très limité (aucun combustible, pas de bois, de bâtiment).

Toutefois les mesures de limitations d'accès permettant de s'assurer de l'absence de risque pour les tiers n'ont pu être contrôlées sur la totalité du périmètre du site de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra procéder à la mise en sécurité du site concerné par la cessation d'activité.

Le courrier de notification de cessation en application de l'article R512-39-1 requis par la fiche de constat précédente devra préciser les mesures prises afin de mettre le site en sécurité conformément aux dispositions de l'article R512-75-1 IV

En application de l'article 57 de la loi ASAP, ce courrier devra préciser le nom de l'entreprise certifiée, en charge de la délivrance des ATTES SECUR - MEMOIRE - TRAVAUX

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

